ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.248/2/V
DU 8 SEPTEMBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile, adjoint à la Ministre chargée de la Politique de migration et d'asile, et en ce qui concerne la Coordination de la Politique de migration et d'asile, adjoint au Premier Ministre, le 6 septembre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal « modifiant les arrêtés royaux du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, du 17 mai 2007 fixant les modalités d'exécution de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et du 7 mai 2008 fixant certaines modalités d'exécution de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par le fait que la loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial votée par la Chambre des Représentants en date du 26 mai 2011 et non évoquée par le Sénat a été sanctionnée et promulguée par sa Majesté le Roi des Belges le 8 juillet 2011 ;

Que ladite loi a été revêtue du Sceau de l'État, que le texte a été transmis aux services du Moniteur Belge et que de ce fait sa publication au Moniteur Belge interviendra le 12 septembre 2011. Que le législateur n'a néanmoins pas souhaité prendre des dispositions transitoires. Qu'à défaut des dispositions spécifiques, ladite loi entrera en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au Moniteur Belge, à savoir le 22 septembre 2011 ;

Que, bien qu'aucun délai ne soit imposé ni pour procéder à sa publication, ni pour prendre les mesures nécessaires à sa bonne application, il n'appartenait pas au pouvoir exécutif d'entraver, en retardant la publication d'une loi, la volonté du Parlement émanation du peuple belge d'où s'élèvent des voix de plus en plus nombreuses contre le système du regroupement familial actuel ;

Qu'en décider autrement reviendrait à porter atteinte au principe de la séparation des pouvoirs ;

Que le Pouvoir exécutif en ne procédant pas avec diligence à ladite publication et à son exécution engagerait sa responsabilité au sens des articles 1382 et 1386 du Code civil ;

Qu'en a décidé de la sorte la Cour de Cassation dans son arrêt du 23 avril 1971 : 'Même lorsqu'aucun délai n'a été prescrit par une disposition légale au pouvoir exécutif pour prendre un règlement, l'abstention d'édicter celui-ci peut, par application des articles 1382 et 1383 du Code civil, donner lieu à l'obligation de réparer le dommage qui en est résulté' ;

Qu'une telle diligence s'impose davantage compte tenu de la volonté du législateur de lutter contre les nombreux abus et détournements de procédure en matière de regroupement familial et de maintenir la viabilité de la société belge et de donner toutes leurs chances aux nouveaux arrivants ;

Que le Parlement, au travers d'une question parlementaire posée par le Député Théo Franken au Secrétaire d'État à la Politique de Migration et d'Asile, s'est déjà soucié du fait que la loi du 8 juillet 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial n'a pas encore fait l'objet d'une publication au Moniteur Belge. Ce qui témoigne bien de la volonté du législateur de mettre en œuvre rapidement les modifications législatives décidées par lui-même ;

Que dans un souci de sécurité juridique et afin d'assurer la continuité du service public et de l'action administrative, il est important que les mesures d'exécution, prévoyant les procédures à suivre non seulement par les ressortissants étrangers pour faire valoir les droits qui leurs sont reconnus et octroyés par ladite loi mais, également, par les postes diplomatiques ou consulaires belges à l'étranger, par l'Office des Étrangers et les communes du Royaume, des dispositions de ladite loi entrent en vigueur le même jour que ladite loi ou, à tout le moins, le plus rapidement possible ;

Qu'il convient, dès lors, que cet arrêté royal soit pris sans retard ».

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation préalable

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis règle une matière d'une grande complexité technique et met en œuvre de nombreuses dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, telle que récemment modifiée par une loi du 8 juillet 2011, non encore publiée au Moniteur belge.

Contrairement à d'autres projets d'arrêtés royaux fixant les modalités d'exécution de cette même loi du 15 décembre 1980 sur lesquels la section de législation du Conseil d'État a eu à se prononcer [1], le présent texte n'est pas accompagné d'un rapport au Roi. Or, un tel rapport aurait été d'une utilité certaine pour la compréhension des objectifs que poursuit le projet à l'examen et aurait considérablement facilité le travail de la section de législation du Conseil d'État quant à l'appréhension correcte des modifications apportées aux arrêtés royaux du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, du 17 mai 2007 fixant les modalités d'exécution de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et du 7 mai 2008 fixant certaines modalités d'exécution de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

[1] Voir les avis :
- 47.664/4, donné le 10 février 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 19 mars 2010 relatif à la délivrance des documents de séjour aux étrangers, à leur fourniture et au remboursement à l'État par les communes des frais occasionnés par la fourniture des documents de séjour et abrogeant l'arrêté royal du 2 avril 1984 relatif à la délivrance des titres de séjour pour les étrangers, à leur fourniture et au remboursement à l'État par les communes des frais occasionnés par la fourniture des formules des titres de séjour pour les étrangers ;
- 47.731/4, donné le 10 février 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 avril 2010 modifiant l'arrêté royal du 14 mai 2009 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux d'hébergement au sens de l'article 74/8, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour l'établissement et l'éloignement des étrangers;
- 48.368/4, donné le 8 juin 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 5 juillet 2010 modifiant plusieurs arrêtés royaux sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- 48.395/4, donné le 14 juin 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 26 août 2010 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- 48.473/2/V, donné le 26 juillet 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 août 2010 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant certains éléments de la procédure à suivre par le service de l'Office des Étrangers chargé de l'examen des demandes d'asile sur la base de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- 48.640/2/V, donné le 4 août 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 26 août 2010 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Interrogés sur la question de savoir quel est, pour chacune des dispositions de l'arrêté en projet, précisément l'article de la loi qui la fonde, les délégués du ministre ont fourni à la section de législation deux tableaux qui ont contribué à un meilleur éclairage du texte :

- un premier tableau reprenant au regard de l'article du projet d'arrêté royal, l'article de la loi qui en constitue le fondement légal ;

- un deuxième tableau en trois colonnes qui met en parallèle le dispositif de la loi antérieure à la loi du 8 juillet 2011 précitée, celui qu'a introduit cette loi et l'explicitation de la portée de la modification.

Pour permettre aux destinataires de la règle de disposer d'une vue claire des catégories d'étrangers qui sont visées dans le projet d'arrêté et des procédures qui leur sont respectivement applicables [2], il serait judicieux d'accompagner la publication de l'arrêté au Moniteur belge d'un rapport au Roi qui constituerait la traduction de ces deux tableaux.

La nécessité d'un tel rapport au Roi s'impose plus spécifiquement en ce qui concerne le cœur même du nouvel ensemble de règles que forment les articles 3 à 6 du projet, dont un, l'article 5 (article 26/2 en projet de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 précité) requiert, pour en apprécier l'exacte portée de recourir à une cascade de dispositions de la loi en l'assortissant du principe d'égalité et de non-discrimination entre les différentes catégories d'étrangers visées.

Observations particulières

Préambule

L'urgence spécialement motivée reproduite au préambule doit correspondre aux termes de la demande d'avis du 5 septembre 2011.

[2] ainsi que, pour certaines autres dispositions, de ce que celles-ci ne procèdent**,** soit que d'une adaptation formelle de l'arrêté modifié, soit que d'un nettoyage de son dispositif

Dispositif

Article 1er nouveau

Le projet doit mentionner qu'il transpose, au moins partiellement, la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au regroupent familial et la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CE, 90/364/CE, 90/365/CEE et 93/96/CE, conformément à l'article 20, alinéa 2, de la première et à l'article 40, paragraphe 1, alinéa 2, de la seconde [3].

La numérotation du projet sera revue en conséquence.

Article 1er

Au 1°, les mots « aux demandes visées à l'alinéa premier » ne doivent pas être supprimés mais remplacés par les mots « à la demande visée à l'alinéa premier ».

Article 3

1. À l'article 26, § 2, alinéa 2, en projet, dans un souci de clarté, mieux vaut écrire, dans la seconde phrase, à l'instar du paragraphe 4, alinéa 2, du même article en projet, « le Bourgmestre ou son délégué lui notifie, le cas échéant, » au lieu de « il lui est, le cas échéant, notifié ».

2. La question se pose de savoir pourquoi dans certaines dispositions du projet, comme à l'article 26, § 2, alinéa 2, en projet, l'ordre de quitter le territoire n'est assorti d'aucun délai alors qu'il est dans d'autres, comme au même article 26, § 4, alinéa 2, en projet, d'un délai fixé à trente jours minimum.

Il convient que l'auteur du projet examine si une telle différence se justifie. Dans la négative, le texte doit être adapté en conséquence.

---

[3] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 94.

Article 6

À l'article 26/2/1, § 1er, alinéa 1er, 2°, en projet, il y a lieu d'écrire « circonstances exceptionnelles visées à l'article 9*bis* de la loi » puisque cette disposition de la loi ne contient pas de « définition » positive de celles-ci.

Articles 10 et 11

Il y a lieu de revoir l'articulation entre ces deux articles : la nouvelle règle de l'article 45, alinéa 1er, en projet (article 10 du projet) doit être déplacée et figurer après celle de l'article 50 (article 11 du projet). Dans cette dernière disposition, il y aura alors lieu de supprimer les mots « Sous réserve de l'article 45 ».

La même observation vaut pour l'article 45, alinéa 2, en projet (article 10 du projet) et l'article 52 en projet (article 13 du projet)

Article 17

Au 1° de l'article 17 du projet, les deux modifications prévues concernent deux alinéas différents du paragraphe 2, le premier et le deuxième, de l'article 69*septies* de l'arrêté royal du 8 octobre 1981. Dans un souci de sécurité juridique, la structure de l'article 17 sera revue pour identifier précisément les modifications qui sont apportées respectivement aux trois alinéas de cet article 69*septies*, § 2.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre, président,
	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
Mesdames	M. BAGUET,	conseiller d'État,
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.248/2/V
VAN 8 SEPTEMBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 6 september 2011 door de Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid, toegevoegd aan de Minister belast met Migratie- en asielbeleid, en wat de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid betreft, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de Koninklijke besluiten van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, van 17 mei 2007 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van 7 mei 2008 tot vaststelling van bepaalde uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

> « L'urgence est motivée par le fait que la loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial votée par la Chambre des Représentants en date du 26 mai 2011 et non évoquée par le Sénat a été sanctionnée et promulguée par sa Majesté le Roi des Belges le 8 juillet 2011 ;
>
> Que ladite loi a été revêtue du Sceau de l'État, que le texte a été transmis aux services du Moniteur Belge et que de ce fait sa publication au Moniteur Belge interviendra le 12 septembre 2011. Que le législateur n'a néanmoins pas souhaité prendre des dispositions transitoires. Qu'à défaut des dispositions spécifiques, ladite loi entrera en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au Moniteur Belge, à savoir le 22 septembre 2011 ;
>
> Que, bien qu'aucun délai ne soit imposé ni pour procéder à sa publication, ni pour prendre les mesures nécessaires à sa bonne application, il n'appartenait pas au pouvoir exécutif d'entraver, en retardant la publication d'une loi, la volonté du Parlement émanation du peuple belge d'où s'élèvent des voix de plus en plus nombreuses contre le système du regroupement familial actuel ;
>
> Qu'en décider autrement reviendrait à porter atteinte au principe de la séparation des pouvoirs ;
>
> Que le Pouvoir exécutif en ne procédant pas avec diligence à ladite publication et à son exécution engagerait sa responsabilité au sens des articles 1382 et 1386 du Code civil ;
>
> Qu'en a décidé de la sorte la Cour de Cassation dans son arrêt du 23 avril 1971 : 'Même lorsqu'aucun délai n'a été prescrit par une disposition légale au pouvoir exécutif pour prendre un règlement, l'abstention d'édicter celui-ci peut, par application des articles 1382 et 1383 du Code civil, donner lieu à l'obligation de réparer le dommage qui en est résulté' ;

Qu'une telle diligence s'impose davantage compte tenu de la volonté du législateur de lutter contre les nombreux abus et détournements de procédure en matière de regroupement familial et de maintenir la viabilité de la société belge et de donner toutes leurs chances aux nouveaux arrivants ;

Que le Parlement, au travers d'une question parlementaire posée par le Député Théo Franken au Secrétaire d'État à la Politique de Migration et d'Asile, s'est déjà soucié du fait que la loi du 8 juillet 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial n'a pas encore fait l'objet d'une publication au Moniteur Belge. Ce qui témoigne bien de la volonté du législateur de mettre en œuvre rapidement les modifications législatives décidées par lui-même ;

Que dans un souci de sécurité juridique et afin d'assurer la continuité du service public et de l'action administrative, il est important que les mesures d'exécution, prévoyant les procédures à suivre non seulement par les ressortissants étrangers pour faire valoir les droits qui leurs sont reconnus et octroyés par ladite loi mais, également, par les postes diplomatiques ou consulaires belges à l'étranger, par l'Office des Étrangers et les communes du Royaume, des dispositions de ladite loi entrent en vigueur le même jour que ladite loi ou, à tout le moins, le plus rapidement possible ;

Qu'il convient, dès lors, que cet arrêté royal soit pris sans retard ».

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit regelt een aangelegenheid die uit technisch oogpunt zeer ingewikkeld is en verleent uitvoering aan talrijke bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals ze onlangs zijn gewijzigd bij een wet van 8 juli 2011, die nog niet is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

De huidige tekst gaat, in tegenstelling tot andere ontwerpen van koninklijk besluit houdende vaststelling van nadere regels inzake de tenuitvoerlegging van diezelfde wet van 15 december 1980 waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State om advies is verzocht[1], niet vergezeld van een verslag aan de Koning. Een zodanig verslag zou evenwel beslist dienstig kunnen zijn geweest voor een beter begrip van de doelstellingen van het voorliggende ontwerp en zou de werkzaamheden van de afdeling Wetgeving van de Raad van State danig kunnen hebben vergemakkelijkt op het stuk van de correcte inschatting van de wijzigingen aangebracht in de koninklijke besluiten van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, van 17 mei 2007 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en van 7 mei 2008 tot vaststelling van bepaalde uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 december 1980

[1] Zie de volgende adviezen:
- 47.664/4, op 10 februari 2010 gegeven omtrent een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 19 maart 2010 betreffende de afgifte van verblijfsdocumenten aan vreemdelingen, de levering ervan, alsmede de terugbetaling door de gemeenten, aan de Staat, van de kosten inzake levering van verblijfsdocumenten en tot afschaffing van het koninklijk besluit van 2 april 1984 betreffende de afgifte van verblijfsbewijzen voor vreemdelingen, de levering ervan, alsmede de terugbetaling door de gemeenten, aan de Staat, van de kosten inzake levering van formulieren van de verblijfsbewijzen voor vreemdelingen;
- 47.731/4, op 10 februari 2010 gegeven omtrent een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 22 april 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 mei 2009 houdende vaststelling van het regime en de werkingsregels toepasbaar op de woonunits als bedoeld in artikel 74/8, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- 48.368/4, op 8 juni 2010 gegeven omtrent een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 5 juli 2010 tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- 48.395/4, op 14 juni 2010 gegeven omtrent een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 26 augustus 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- 48.473/2/V, op 26 juli 2010 gegeven omtrent een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 18 augustus 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 houdende vaststelling van bepaalde elementen van de procedure die dienen gevolgd te worden door de dienst van de Dienst Vreemdelingenzaken die belast is met het onderzoek van de asielaanvragen op basis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- 48.640/2/V, op 4 augustus 2010 gegeven omtrent een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 26 augustus 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Naar aanleiding van de vraag welk artikel van de wet bepaaldelijk de grondslag vormt van elk van de bepalingen van het ontwerpbesluit, hebben de gemachtigden van de minister de afdeling Wetgeving twee tabellen gestuurd die een duidelijker inzicht in de tekst verschaffen:

- een eerste tabel die voor ieder artikel van het ontwerp van koninklijk besluit het artikel van de wet vermeldt waaraan het zijn rechtsgrond ontleent;
- een tweede tabel in drie kolommen die het dispositief van de wet voorafgaand aan de voornoemde wet van 8 juli 2011 vermeldt tegenover het dispositief dat deze wet heeft ingevoerd en een toelichting omtrent de draagwijdte van de wijziging.

Teneinde de adressaten van de rechtsregel een duidelijk inzicht te verschaffen in de categorieën van vreemdelingen bedoeld in het ontwerpbesluit, alsook in de procedures die respectievelijk op hen van toepassing zijn[2], zou het wenselijk zijn bij de bekendmaking van het besluit in het Belgisch Staatsblad een verslag aan de Koning eraan toe te voegen waarin deze twee tabellen verwerkt zijn.

De noodzaak van zulk een verslag aan de Koning is des te prangender in zoverre het de eigenlijke kern vormt van het nieuwe geheel van regels vervat in de artikelen 3 tot 6 van het ontwerp; een van die regels, te weten artikel 5 (ontworpen artikel 26/2 van het voornoemde koninklijk besluit van 8 oktober 1981), vereist, wil men de precieze draagwijdte ervan begrijpen, dat een hele reeks bepalingen van de wet in aanmerking wordt genomen, waarbij tevens rekening wordt gehouden met het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie tussen de verschillende categorieën van vreemdelingen waarvan sprake is.

[2] Alsmede, voor een aantal andere bepalingen, de precisering dat ze niets meer zijn dan het resultaat van een vormelijke aanpassing van het gewijzigde besluit of een opschoning van het dispositief ervan.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

De in de aanhef opgegeven redenen tot staving van het spoedeisende karakter van de adviesaanvraag moeten overeenstemmen met de bewoordingen van de adviesaanvraag van 5 september 2011.

Dispositief

Nieuw artikel 1

Het ontwerp moet vermelden dat het voorziet in de - op zijn minst gedeeltelijke - omzetting van richtlijn 2003/86/EG van de Raad van 22 september 2003 inzake het recht op gezinshereniging, alsook van richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG, overeenkomstig artikel 20, tweede alinea, van de eerstgenoemde richtlijn en artikel 40, lid 1, tweede alinea, van de laatstgenoemde richtlijn[3].

De nummering van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 1

In de bepaling onder 1° hoeven de woorden “op de aanvragen bedoeld in het eerste lid” niet geschrapt te worden, maar moeten ze worden vervangen door de woorden “op de aanvraag bedoeld in het eerste lid”.

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 94.

Artikel 3

1. Duidelijkheidshalve zou het beter zijn om in het ontworpen artikel 26, § 2, tweede lid, tweede zin, de woorden “wordt … aan hem betekend” te vervangen door de woorden “betekent de burgemeester of zijn gemachtigde hem …”, zulks naar het voorbeeld van het bepaalde in paragraaf 4, tweede lid, van hetzelfde ontworpen artikel.

2. De vraag rijst waarom in sommige bepalingen van het ontwerp, zoals in het ontworpen artikel 26, § 2, tweede lid, aan het bevel om het grondgebied te verlaten geen enkele termijn wordt verbonden, terwijl in andere bepalingen, zoals in datzelfde ontworpen artikel 26, § 4, tweede lid, een termijn van minimaal dertig dagen wordt verbonden.

De steller van het ontwerp dient na te gaan of een zodanig verschil verantwoord is. Indien dat niet het geval is, moet de tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 6

In het ontworpen artikel 26/2/1, § 1, eerste lid, 2°, schrijve men “de buitengewone omstandigheden bedoeld in artikel 9*bis* van de wet”, aangezien deze wetsbepaling geen positieve “definitie” van die omstandigheden bevat.

Artikelen 10 en 11

De onderlinge samenhang tussen de beide artikelen moet worden herzien: de nieuwe rechtsregel van het ontworpen artikel 45, eerste lid, (artikel 10 van het ontwerp) moet elders worden opgenomen, te weten na artikel 50 (artikel 11 van het ontwerp). Alsdan moeten in deze laatste bepaling de woorden “Onder voorbehoud van artikel 45” worden geschrapt.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 45, tweede lid, (artikel 10 van het ontwerp) en voor het ontworpen artikel 52 (artikel 13 van het ontwerp).

Artikel 17

In artikel 17, 1°, van het ontwerp slaan de twee voorgeschreven wijzigingen op twee verschillende leden van paragraaf 2, te weten het eerste en het tweede lid, van artikel 69*septies* van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981. De structuur van artikel 17 moet ter wille van de rechtszekerheid herzien worden, waarbij de wijzigingen die respectievelijk worden aangebracht in de drie leden van dit artikel 69*septies*, § 2, nauwkeurig worden aangegeven.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter, voorzitter,
	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
de Dames	M. BAGUET,	staatsraad
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

B. VIGNERON Y. KREINS